

**Climat - Réfugiés climatiques -  
Réponse de M. Nicolas Hulot,  
ministre d'État, ministre de la  
transition écologique et solidaire, à  
une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale  
(Paris, 06 décembre 2017)**

(Question sur les réfugiés climatiques)

Monsieur le Député, Albert Camus avait bien raison de penser que les choses mal nommées ajoutent au malheur du monde. J'ajouterai que les choses ignorées se moquent des malheurs du monde. Vous avez raison de le rappeler, l'immigration climatique et environnementale est aujourd'hui le premier facteur de migration sur la planète.

Selon certaines estimations, ces mouvements déplaceraient deux fois plus de personnes que les conflits. En effet, probablement parce que cette réalité nous effraie, ce sujet a été longuement ignoré ou mis de côté. Que faire lorsque certaines nations, par exemple dans le Pacifique, sont tout simplement menacées de disparition ? Que faire lorsque le climat, sous le joug de la désertification, tue en silence, s'ajoute à la misère, et jette sur les routes des millions de personnes qui passent sous le radar de notre attention ?

Ces questions mettent à l'épreuve notre solidarité avec ceux qui subissent ces migrations mais aussi avec ceux qui, au sud, accueillent déjà une grande partie de ces déplacés, car n'oublions jamais que ce sont les pays voisins qui sont touchés et qui accueillent ces réfugiés.

C'est bien dans ce cadre, Monsieur le Député, que je me suis rendu jeudi dernier à Genève, à l'invitation de l'organisation internationale pour les migrations, pour faire progresser ce sujet. J'ai notamment proposé que la France prenne dès 2018 la vice-présidence et en 2019 la présidence de la plate-forme sur les déplacements liés aux catastrophes, qui fait suite à l'initiative Nansen, laquelle mobilise la communauté internationale sur ce thème. Je nous donne deux objectifs : mieux comprendre les enjeux de migration liés à l'environnement et renforcer les solidarités en s'appuyant sur les initiatives locales./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)